

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

N° 17.932

**Conférence de presse de l'Alliance**

## Pour un changement radical de politique



Paul Vergès, Catherine Gaud et Elie Hoarau: «nous attendons de la part du président de la République des décisions et non pas des accommodements».

**E**lie Hoarau, Catherine Gaud et Paul Vergès, élus de l'Alliance, ont tenu ce jeudi une conférence de presse. A 24 heures de la venue annoncée de François Hollande, une convergence apparaît entre les différentes catégories de la population. Elle ouvre la voie à une grande concertation pour construire ensemble un nouveau modèle. Les problèmes arrivent à maturité, ils sont exposés publiquement. Si des décisions réelles soutiennent la concertation pour discuter d'un nouveau modèle, on aura sauvé l'essentiel. Si on reste dans l'accommodement, La Réunion ira vers l'explosion.

*La suite en page 2*

### **Dernière minute**

## **François Hollande annule sa visite**

*Les explications en page 2*

## Conférence de presse de l'Alliance

«François Hollande arrive au moment où se posent tous les problèmes. Toutes les catégories exposent leurs revendications», indique Elie Hoarau, conseiller régional de l'Alliance.

«A quelques heures de l'arrivée de François Hollande, la totalité des secteurs professionnels manifeste contre la politique suivie par le gouvernement», poursuit Paul Vergès. En effet, les deux usines sucrières sont bloquées par les planteurs. Devant la suppression du quota sucrier et du prix garanti du sucre en 2017, c'est la convergence des organisations syndicales CGPER et FDSEA.

Ce vendredi, l'appel à la grève des syndicats illustre la même convergence. Quant aux entreprises, elles demandent d'autres mesures de financement de la part du gouvernement.

Paul Vergès rappelle aussi le drame survenu récemment aux Camélias à Saint-Denis: le décès d'une femme morte de misère, privée d'eau et d'électricité. C'est la décomposition de son corps qui a alerté les voisins d'une Réunionnaise morte seule, dans la pauvreté.

Ces faits et ses attitudes traduisent une convergence sur la nécessité d'un changement, estime le sénateur de l'Alliance.

**Filière canne :  
30.000 personnes concernées**

Au moment où tout le monde prend position, force est de constater «le silence frappant des représentants des deux grands partis de l'alternance en France». Le parlementaire note l'absence de déclaration de la Fédération socialiste et de ses 5 députés. Quant au camp d'en face, il se tait aussi.

Ce silence contraste avec la mobilisation du PCR et de l'Alliance pour alerter sur les problèmes. « Si nous n'avions pas fait la conférence de presse en disant "Bois Rouge va fermer" », cette question n'aurait pas été au cœur des enjeux. Elle est en effet essentielle, car c'est la remise en cause d'un mode de rétribution vieux de deux siècles. Les planteurs luttent pour le maintien des règles actuelles, et l'industriel dit que «si on supprime les conditions financières actuelles, je fermerai les usines».

Paul Vergès rappelle que 30.000 personnes concernées dans 3 ans, c'est plus intense que la crise du BTP qui s'est étalée sur 10 ans en supprimant 10.000 emplois.

### L'équivalent de 10 millions de chômeurs en France

«Tout arrive en même temps», poursuit Paul Vergès, «30% de chômeurs, si en France on avait 10 millions de chômeurs, tout le monde en parlerait. Si 30 millions de Français sous le seuil de pauvreté, on dirait que la France est un pays sous-développé». Et de souligner que «tous les éléments du blocage sont réunis, cela devrait être au centre des préoccupations».

Paul Vergès note également la parution d'un rapport d'information du Sénat. Ce document affirme que la base de la crise est le traitement inégal entre les catégories de la société: l'Etat donne à une partie les moyens de se payer la vie chère, et pas aux autres.

«On a fait des expédients pendant 60 ans. Maintenant c'est fini», constate Paul Vergès, «le président de la République doit tenir compte de cette situation objective».

### Comment sauver l'essentiel ?

La convergence des prises de position montre que «l'heure de la concertation a sonné pour un nouveau modèle de développement qui permette une sortie de crise, inscrit dans son environnement historique et dans sa réalité géographique actuelle».

«Les problèmes arrivent à maturité, exposés publiquement», souligne le sénateur. Dans cette crise sans comparaison avec la France, «nous attendons de la part du président de la République des décisions et non pas des accommodements».

Autrement dit: François Hollande prendra-t-il acte de la situation? Et de la convergence des Réunionnais?

Conclusion: si des décisions réelles sont prises pour discuter d'un nouveau modèle, on aura sauvé l'essentiel. Si ce sont des accommodements comme depuis 60 ans, La Réunion ira vers l'explosion.

**Manuel Marchal**

## Le chef de l'Etat repousse officiellement sa visite à La Réunion

### Conséquence de la catastrophe du vol d'Air Algérie

Le président de la République a annoncé le report de son déplacement à La Réunion, à Mayotte et aux Comores suite à la tragédie de l'avion d'Air Algérie. Sur 118 personnes à bord, 50 passagers sont des Français.

François Hollande est intervenu hier en direct à la télévision à la sortie d'une réunion de crise suite à la catastrophe du vol AH5017 d'Air Algérie. Cet avion s'est écrasé dans le nord du Mali avec 118 personnes à bord, dont 50 Français.

Selon les premiers éléments des dépêches de presse, le vol AH 5017 assurait la liaison Ougadougou - Alger. Il était assuré par une compagnie espagnole, Swiftair, au nom de la compagnie Air Algérie. Les contrôleurs du ciel algériens indiquent avoir perdu le contact avec l'aéronef 50 minutes après le décollage.

D'après le secrétaire d'Etat français aux transports, l'avion a disparu dans le nord du Mali.

Par solidarité avec les familles des victimes, et pour soutenir tous les efforts pour faire face à cette tragédie, le chef de l'Etat a décidé d'annuler sa visite dans l'océan Indien.



## Édito

# Le plus important c'est la mobilisation de tous

Hier, dans le papier préparatoire à la visite du Président de la République, nous avons fait un inventaire des hypothèses qui auraient pu le contraindre d'ajourner son voyage jusqu'à nous aujourd'hui. En définitive, c'est un accident d'avion en Afrique dans lequel ont péri plus de 100 personnes, dont une cinquantaine de nationalité française, qui ne lui permettra pas d'être présent à La Réunion et au Sommet des Chefs d'Etat de la COI.

En pareille circonstance, chacun peut comprendre que la priorité doit être consacrée au suivi régulier de tous les aspects de ce drame aérien, notamment l'incommensurable part humaine. Il aurait été mal venu, en effet, de se retrouver à La Réunion dans un contexte psychologiquement différent. Dès lors, partageons jusqu'au bout ce moment particulier: que toutes les familles éplo- rées, de toutes les nationalités, trouvent ici l'expression de nos sincères condoléances.

Cet événement doit nous rappeler qu'un accident est vite arrivé, mais que dans ce cas, le plus important c'est la mobilisation de tous pour régler les problèmes concrets de nature humaine. Nous n'insisterons jamais assez sur la manière dont les pays occidentaux ont politisé jusqu'à la caricature le sort des 298 passagers de la catastrophe aérienne de la Malaysia Airlines, en Ukraine. La palme de l'inefficacité

devrait être décernée au Président des Etats Unis.

Alors qu'il y avait mille choses à négocier et régler, rapidement, en faveur des familles qui s'impatientsaient, lui passait son temps dans la polémique totale, dans une vaine tentative d'anticiper sur les travaux des enquêteurs. Ces derniers doivent être libérés des pressions d'où qu'elles viennent. Quand on connaît les forfaits des Américains, ne serait-ce qu'en Irak, on reste stupéfait devant tant d'arrogance et de mépris délivrés par son Président, qui va jusqu'à dicter à la France la conduite à tenir dans la livraison à la Russie d'un bâtiment militaire à la marine de ce pays.

J.B.

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés

69<sup>e</sup> année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergés • 1957 - 1964 : Paul Vergés • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
EMAIL RÉDACTION : [temoignages@wanadoo.fr](mailto:temoignages@wanadoo.fr)  
SITE WEB : [www.temoignages.re](http://www.temoignages.re)

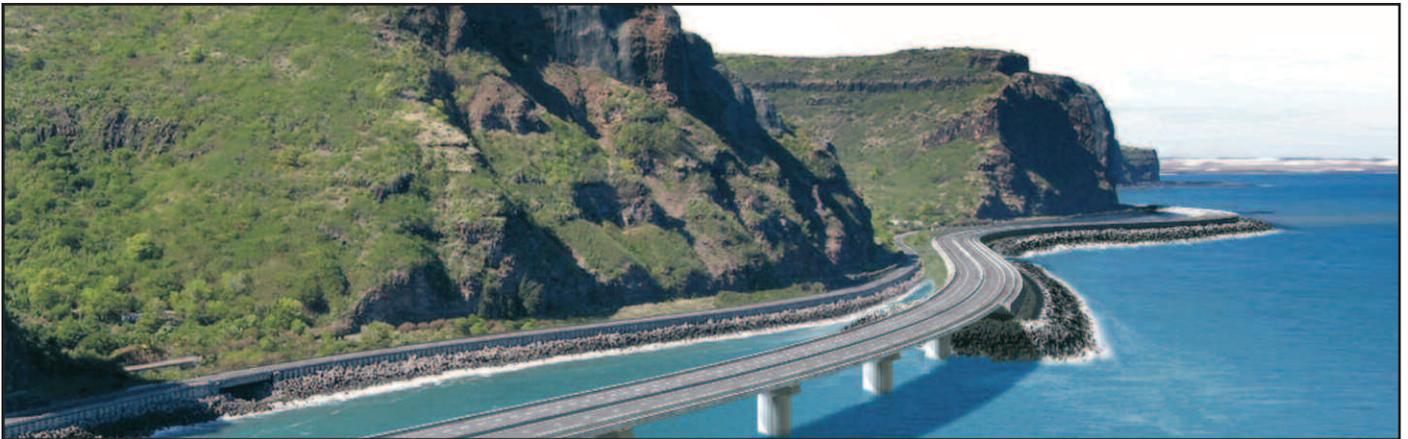
ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
EMAIL AVIS, ABONNEMENT :  
[avis.temoignages@wanadoo.fr](mailto:avis.temoignages@wanadoo.fr)

## **L'Alliance demande au gouvernement d'arrêter de signer des dérogations à la protection de l'environnement au profit de la Région Réunion**

# **La route en mer au cœur de la Conférence de Paris sur le climat**

**A** l'ordre du jour de la conférence de presse de l'Alliance, le projet de route en mer voulu par Didier Robert, président de la Région Réunion. Si le gouvernement persiste à soutenir cette gabegie condamnée par le Conseil national pour la protection de la Nature et les ONG environnementales, alors la construction d'une route en mer sera au cœur de la Conférence de Paris sur le climat, et le gouvernement devra expliquer l'écart entre les beaux discours et la réalité de ses actes.



### **L'organisateur de la conférence de Paris sur le climat soutiendra-t-il ce projet destructeur pour l'environnement?**

«On accueille un président de la République qui prépare la conférence de Paris 2015 et pendant ce temps à La Réunion, il existe un projet aberrant par rapport au développement durable», précise Catherine Gaud, conseillère régionale de l'Alliance. La nouvelle route du littoral va à l'encontre de réalités incontournables, telles que l'élévation du niveau de la mer, le risque de pertes humaines, des cyclones plus intenses. «On plante la route dans la zone où se développe le retour des baleines», déplore Catherine Gaud. Outre les baleines, à l'orientation perturbée en cas de nuisances sonores, le grand dauphin blanc et le récif corallien seront aussi les victimes de ce chantier. «Le projet de nouvelle route du littoral condamne La Réunion au tout-automobile», poursuit-elle, avec une facture de plusieurs centaines millions d'euros chaque année à la clé.

### **Chantier pas commencé**

La NRL est inégalitaire. Ce projet privilégie la zone Nord, condamne les Réunionnais les plus pauvres qui pourraient

payer un ticket de train pour se déplacer. Ils ne pourront pas le faire. L'Est, le Sud et l'Ouest de l'île seront oubliés. Catherine Gaud met aussi en évidence le problème des carrières, «on creuse La Réunion, sans être sûr de la disponibilité des matériaux».

«La NRL ne règle pas le problème des déplacements, rien n'est prévu pour l'entrée Ouest de Saint-Denis», ajoute-t-elle. C'est un projet extrêmement coûteux, l'estimation à 1,6 milliard ne tient pas compte de l'index du BTP et des aléas de chantier.

Pour les procédures, rien n'est bouclé, avertit Catherine Gaud. Il reste de nombreux recours d'associations, celui d'Eiffage, et un marché très important n'est pas conclu.

Pendant ce temps, c'est l'Etat qui passe outre les avis et qui passe en force pour la NRL.

«François Hollande est-il d'accord pour installer le projet aberrant, le plus cher, à marche forcée», interroge la conseillère régionale. Le gouvernement donne les autorisations, c'est de lui que dépend le chantier qui n'est pas commencé.

«Il n'est pas trop tard pour arrêter un projet qui aspire tous les crédits», pour-

suit-elle. Car rien n'est prévu pour les hôpitaux, des 4 lycées nécessaires dans les prochaines années, à peine une partie d'un seul est financée.

On a fait le choix d'aller vers la route, et donc de privilégier les usagers les plus riches», dit-elle.

### **Un dossier remis à chaque participant**

Paul Vergès souligne que si on avait décidé de faire un pont entre France et Angleterre, il y aurait eu de nombreuses protestations. A La Réunion dans une zone tropicale, soumise aux cyclones, c'est le choix d'une route en mer.

Il est simple d'arrêter à peu de frais ce gaspillage. Il suffit que le gouvernement ne donne pas les dérogations. Et Paul Vergès d'interroger: «pourquoi est-ce le seul grand chantier qui n'a pas été évalué. Pourquoi les instances compétentes dans la protection de l'environnement ont-elles condamné le projet. Et de conclure: le problème de la NRL sera à la conférence de Paris et le dossier sera remis à tous les participants.

## Toute la filière canne à sucre à l'arrêt

# Le PCR soutient la manifestation des planteurs de cannes

**Inquiets face à la menace de la fin du prix garanti du sucre, les planteurs de canne à sucre sont passés à l'action hier matin à l'appel de la CGPER. Les plates formes de livraison de canne sont bloquées, ainsi que les usines sucrières. Toute la filière est à l'arrêt. Le Parti communiste réunionnais soutient la mobilisation.**

Depuis ce matin, les planteurs de cannes manifestent sur les plateformes de livraison, notamment, à Bois Rouge et au Gol. Les livraisons de cannes ne peuvent pas se faire. Les usines sont donc à l'arrêt.

Les manifestants réclament des garanties quant à l'avenir de la filière canne-sucre qui est mortellement menacé par l'échéance 2017. En effet, de nombreux agriculteurs doivent investir des sommes importantes pour moderniser leurs champs ou pour replanter. Comme il faut environ 7 ans pour amortir les investissements, ils veulent avoir les garanties d'écoulement.

Le rendez-vous, c'est la Convention « canne » entre plan-

teurs et usiniers qui arrive à expiration, après l'actuelle campagne 2014-2015. C'est maintenant que la prochaine Convention est signée pour 6 ans, en ouvrant une perspective de 20 ans, ou bien elle est signée pour 2 ans, jusqu'en 2017, et c'est la mort de la filière.

Le PCR considère que les revendications des planteurs sont légitimes. Il soutient l'initiative des manifestants. Il demande au Président de la République qui arrive demain d'apporter toute la clarification nécessaire.

Fait au Port, le 24 juillet 2014  
Bureau de Presse du PCR

## Les planteurs bloquent les usines

**Les planteurs veulent être écoutés et respectés par tous les partenaires de la filière canne. Ils demandent que François Hollande s'engage pour que la filière canne puisse surmonter la fin du quota sucrier et du prix du sucre garanti.**



Hier matin à l'entrée de l'usine sucrière de Bois-Rouge, deux camions de policiers filtraient l'entrée. Dans la cour de l'usine, on s'affairait pour préparer le chapiteau qui doit accueillir François Hollande en visite officielle à La Réunion. Derrière cette activité, l'usine sucrière était à l'arrêt. Plus de cannes à sucre, et le sucre ne sortait plus. C'était la conséquence d'un mouvement des planteurs. A 5 heures, des planteurs sont partis occuper toutes les plates formes. Depuis ce matin, aucune tige de canne à sucre n'est livrée. Par conséquent, toute la filière canne est à l'arrêt, tout comme les deux usines de transformation au Gol et à Bois-Rouge. De plus, les points de livraison des deux usines sont barrés par les planteurs. Sur le front, Jean-Yves Minatchy, président de la CGPER,

rappelle les revendications des planteurs. C'est par voie de presse que ces derniers ont appris la menace de la fermeture de Bois Rouge, ils attendent donc toujours un démenti qui tarde à venir. Ils estiment que l'intervention du président de Téréos Océan Indien la veille dans le Quotidien n'est pas un démenti.

Ils s'élèvent également contre le fait qu'avant de partir exposer le point de vue de la filière canne, les industriels ne se sont pas concertés avec les planteurs.

Les planteurs veulent être consultés avant toute déclaration, car ils sont ceux qui fournissent la matière première indispensable au fonctionnement des deux usines sucrières. Sans les planteurs, les 30.000 emplois directs et indirects de la filière ne peuvent exister.

### François Hollande doit s'engager

«Les planteurs sont désabusés, démoralisés», souligne Jean-Yves Minatchy, «ils en ont assez d'être roulés dans la farine». La fin du quota et du prix garanti en 2017 menace l'existence de toute la filière si elle doit affronter la concurrence mondiale sans aucune protection. Aujourd'hui, les planteurs attendent donc de François Hollande des engagements fermes et des garanties pour que les planteurs puissent voir l'avenir avec plus de sérénité.

**Le PCR alerte les Réunionnais****Nouvelle révélation après celle de la canne**

**C**omme pour l'annonce de la prochaine fermeture de Bois Rouge, suite à la suppression des quotas sucriers et du prix garanti, en 2017, Paul Vergès a profité de la Conférence de Presse de l'Alliance, hier, pour faire une nouvelle révélation.

Cette information concerne la politique des revenus, les avantages acquis des fonctionnaires et le refus de titularisation du personnel des Collectivités. Vous l'avez bien compris: l'avenir de la sur-rémunération est en cause.

Le Sénateur Paul Vergès a signalé que le Sénat a publié le texte d'un rapport d'initiative parlementaire intitulée ainsi: «les niveaux de vie dans les Outre Mers: un rattrapage en panne?» La commission qui a auditionné beaucoup de personnes avant de faire ses préconisations était présidée par Serge Larcher, (Sénateur PS), assisté de 2 rapporteurs Eric Doligé (UMP) et Michel Vergoz (PS).

Ce document officiel est connu depuis le 9 juillet. Déjà 15 jours sont passés. Des personnes sont au courant et se taisent. Pourquoi? Pourquoi Michel Vergoz, si prolix par ailleurs, n'a jamais fait partager aux Réunionnais ses propositions? Surtout, s'il est convaincu de leur justesse, il n'y a aucune gêne à faire partager le contenu. Bien au contraire.

Et, pourquoi se fait-il que ce soit encore une fois Paul Vergès qui fasse connaître la nature des débats des parlementaires réunionnais? C'est comme pour la délégation parlementaire concernant l'avenir de la Canne: des personnes étaient au courant et se sont tues. Pour quels intérêts puisque tout est public? Les planteurs ont vite réagi. Ils avaient raison car il s'agit de leur avenir et, aucun syndicat planteurs n'a été convié à la table ronde.

Cette fois, le PCR a décidé de rendre public les documents et analyses concernés, pour que personne n'ignore les positions de chaque acteur. À l'occasion de la visite du Président de la République, c'est une nouvelle information d'extrême importance qui mérite des précisions.

«Témoignages» accordera plusieurs articles à ce sujet dans ses prochaines éditions.

N° 710

SÉNAT

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2013-2014

Enregistré à la Présidence du Sénat le 9 juillet 2014

**RAPPORT D'INFORMATION**

FAIT

*au nom de la délégation sénatoriale à l'outre-mer (1) sur les niveaux de vie dans les outre-mer;*

Par MM. Éric DOLIGÉ et Michel VERGOZ,

Sénateurs.

## Tribune libre

# Priorité à l'embauche des Réunionnais, c'est maintenant ?

**Au moment où François Hollande devait annoncer à Saint-Joseph ses mesures sur la « régionalisation de l'emploi », 61 professeurs stagiaires et 3 CPE seront mutés dans des académies en France alors que des postes sont disponibles à La Réunion. Retrouvez la tribune libre de Nou Lé Kapab (AJFER) en intégralité, ci-dessous.**

Le Président de la République, François Hollande sera dans notre île les 25 et 26 juillet prochains. Un des points forts de ce déplacement sera les annonces du chef de l'Etat sur la « régionalisation de l'emploi ». Des annonces qui font suite à la mission du Député-maire, Patrick Lebreton, dont le rapport a été rendu le 4 décembre 2013 à l'ancien ministre des Outremer, Victorin Lurel.

Malgré la volonté clairement affichée du Gouvernement de faire avancer les choses sur ce dossier, force est de constater qu'en dépit de la mission confiée à Monsieur Lebreton, des postes continuent à échapper aux réunionnais et aux personnes de La Réunion compétentes pour occuper les postes.

Cela a été le cas lors de la nomination, par ce même Gouvernement, de l'ambassadrice déléguée à la Coopération Régionale pour la région de l'Océan Indien en septembre 2013, ou encore à la direction du Centre Régional de Documentation pédagogique (CRDP) en décembre dernier.

Dans le même temps, la mobilisation de Nou Lé Kapab (AJFER) s'est accentuée pour la Priorité à l'embauche des Réunionnais(e)s, par des rassemblements devant la Préfecture (les 20 mai 2013 et 20 juin 2014), ainsi que des prises de position à la direction du CNFPT, à la mairie de La Possession, ... Sans ces mobilisations populaires permanentes, ces postes et autres auraient échappé aux réunionnais(e)s.

Depuis la création de l'association en 2009, Nou Lé Kapab (AJFER) a fait de la Priorité à l'embauche des Réunionnais(e)s son principal cheval de bataille. Une lutte de tous les jours qui permet de faire avancer la situation

et de sensibiliser de plus en plus de personnes à la problématique de l'emploi à La Réunion.

Depuis, d'autres organisations ont vu le jour, telles que le collectif GPX974, ou encore le Crefom, et se mobilisent dans un objectif commun : permettre aux réunionnais(e)s d'accéder aux emplois disponibles sur leur territoire. Plus que jamais, nous devons nous rassembler sur l'essentiel dans l'intérêt de La Réunion.

Mutations et Emplois, priorité aux personnes de La Réunion et aux Réunionnais. Face à cette revendication commune, les annonces du Président seront très attendues. A la fois, par les différents acteurs sur ce sujet, mais aussi par la population et tout particulièrement par les familles qui souffrent de l'éloignement et de ces injustices.

Le Président de La République devra donc être à la hauteur des attentes. Il y a bien sûr la question des mutations des policiers avec la nécessité de changer le système en revenant à l'ancienneté de la demande, mais également les mutations dans toute la fonction publique avec des Critères d'Intérêt Moraux et Matériels (CIMM) plus adaptés à notre situation et à nos spécificités locales.

Il y a la situation dans le secteur public, mais il ne faut pas oublier le secteur privé. Nou Lé Kapab (AJFER) demande depuis des années, l'obligation pour les employeurs de déposer leurs offres au moins auprès du Pôle Emploi, afin que tous les demandeurs d'emploi puissent postuler. Aujourd'hui, près de 55% des offres d'emplois ne passent pas par le Pôle Emploi à La Réunion.

Enfin, la question de la transparence et de l'anticipation doit être abordée. Que ce soit dans la santé, dans la justice, ou encore dans l'éducation nationale, il y a une réelle opacité sur les emplois et les recrutements au détriment des réunionnais(e)s. Ce devoir de transparence est d'autant plus nécessaire afin de pouvoir dresser les besoins en emplois dans notre île sur plusieurs années, ainsi que d'adapter les formations et le nombre de places aux concours.

La balle est dans le camp du Président de La République. Au moment où il annoncera des mesures sur la « régionalisation de l'emploi », 61 professeurs stagiaires et 3 CPE seront mutés dans des académies en France alors que des postes sont disponibles à La Réunion. Que ce soit dans la culture, dans les collectivités locales, sur les chantiers de construction de la Nouvelle Route du Littoral, des emplois vont échapper aux personnes de La Réunion et aux Réunionnais(e)s.

Dans une île qui compte plus de 175 000 demandeurs d'emploi, l'emploi doit être la priorité. Le chef de l'Etat devra prendre des mesures fortes et courageuses pour permettre aux réunionnais(e)s d'accéder aux emplois disponibles dans leur territoire.

Nou Lé Kapab dan nout péi !

**Gilles LEPELIER**  
Président de Nou Lé Kapab  
(AJFER)

# Otè!

## Na vizyon épi vizyon, i fo pa konfonn inn avèk l'ot !

*Isi La rényon, na in bonpé parti politik. An parmi nana dé parti i partisip l'altèrnans dan la républik, parti sosyalis épi l'UMP, inn i apèl lagôsh, l'ot i apèl ladroit. Zèli i mank pa zot, kisoï dépitè, kisoï sénatèr, kisoï konséyé zénéral, konm réjyonal... Kan la sityasion lé dann malizé, sanm pou moin zot lé la pou donn zot l'opinyon, pou propoz in bon solisyon, pou kozé a tou lo moins. Alé kroir sa zot! i diré zot la pèrd la parol, konm di lo kont zot lé konm martin ki kouzi, pars i paré in martin kan ou la fé ali in n'afèr kriyèl konmsa, li koz pi. Moin la zamé vi, mi vann lé shoz konm moin l'ashté!*

*La sityasion lé dann malizé pou vréman. Sak di non, ébin li la poin lo zyé pou gardé, zorèy pou antann, lèrla li la poin la boush pou kozé non pli. Touléka sé sak bann sindika, bann z'asosyasion, épi ziska nout parti i pans. Pars, pou vréman nana in bonpé klignotan lé dann rouj; kisoï dsi bann z'inégalité, kisoï dann la povreté, kisoï lo bann lojman, kisoï l'ilé-trism, kisoï ankor nout prodiksion intèryèr, kisoï dsi la késtyonn shomaj, kisoï ankor dsi la késtyonn bann rényoné i sèy artourn travay isi épi i gingn pa, kisoï kann l'avnir lé bien noir. Talèr, i sava désid anvoy in kantité amontrèr isi é bann amontrèr rényoné va anvoy azot dan La Frans pou zot fé zot éstaz... Armète la dsi la késtyonn rokin, la késtyonn délinkans, la vyolans kont bann fam..Konm moin la di na dé shoz i marsh mé sak i marsh pa, mi pans i fo trouv in bon solisyon pou zot, é lé pliské irzan.*

*Bin bann dépitè sosyalis la poin solisyon don zot? Zot i koné pa kosa i fo fé pou lo péi? Sansa zot la pèr i tounsh zot z'intéré? L'èr la vérité l'arivé sé pou sa zot lé san voi? A moins ké tout i fé sanblan baz dsi lo prézidan pou amène bon solisyon pou zot? Kom di lo kont, kont dsi baton tonton pou travèrs la rivièrè? Sansa zot i kont dsi li pou an avoir la vizyon ké zot na poin, mé na vizyon épi vizyon: nana sak nana in projé pou l'avnir..sa i apèl in vizyon pou l'avnir; épi na sak i oi lé shoz ké na poin, konm ki diré in miraz,;é sa sé in n'ot kalité vizyon!*

---

**Justin**